



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

**Provincial Court of British
Columbia Criminal Caseflow
Management Rules**

**Règles concernant la gestion
des dossiers judiciaires de la
Cour provinciale de la
Colombie-Britannique en
matière criminelle**

SI/99-104

TR/99-104

Current to June 20, 2019

À jour au 20 juin 2019

Last amended on December 1, 2013

Dernière modification le 1 décembre 2013

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to June 20, 2019. The last amendments came into force on December 1, 2013. Any amendments that were not in force as of June 20, 2019 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 20 juin 2019. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 décembre 2013. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 20 juin 2019 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

**Provincial Court of British Columbia Criminal
Caseflow Management Rules**

TABLE ANALYTIQUE

**Règles concernant la gestion des dossiers judiciaires
de la Cour provinciale de la Colombie-Britannique en
matière criminelle**

Registration
SI/99-104 September 29, 1999

CRIMINAL CODE
YOUTH CRIMINAL JUSTICE ACT

**Provincial Court of British Columbia Criminal
Caseflow Management Rules**

The Provincial Court of British Columbia, pursuant to section 482^a of the *Criminal Code* and section 68 of the *Young Offenders Act*, hereby makes the annexed *Provincial Court of British Columbia Criminal Caseflow Management Rules*.

Dated at Vancouver this 13th day of September, 1999

Robert W. Metzger
Chief Judge of the Provincial Court
of British Columbia

Enregistrement
TR/99-104 Le 29 septembre 1999

CODE CRIMINEL
LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR
LES ADOLESCENTS

**Règles concernant la gestion des dossiers judiciaires
de la Cour provinciale de la Colombie-Britannique en
matière criminelle**

En vertu de l'article 482^a du *Code criminel* et de l'article 68 de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, la Cour provinciale de la Colombie-Britannique établit les *Règles concernant la gestion des dossiers judiciaires de la Cour provinciale de la Colombie-Britannique en matière criminelle*, ci-après.

Fait à Vancouver, le 13 septembre 1999

Le juge en chef de la Cour provinciale
de la Colombie-Britannique,
Robert W. Metzger

^a S.C. 1994, c. 44, s. 35

^a L.C. 1994, ch. 44, art. 35

Provincial Court of British Columbia Criminal Caseflow Management Rules

RULE 1

Object, Application and Interpretation

Purpose of Rules

(1) The purpose of these Rules is to provide simple, effective and efficient management of all proceedings of a criminal nature in order to secure a just and timely determination of every case before the Court.

Definitions

(2) The definitions in this subrule apply in these Rules.

accused includes a young person as defined in subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*. (*accusé*)

arraignment hearing means an arraignment hearing under rule 8. (*audience de mise en accusation*)

arraignment report [Repealed, SI/2013-120, s. 1]

Court means the Provincial Court of British Columbia. (*Cour*)

initial appearance means the required attendance of a person in court for the first time in respect of a charge, and includes an adjournment from such appearance. (*comparution initiale*)

judge means a judge of the Court. (*juge*)

proceeding includes a trial, application, preliminary inquiry or other hearing before the Court. (*procédure*)

trial confirmation hearing [Repealed, SI/2013-120, s. 1]

trial readiness report [Repealed, SI/2013-120, s. 1]

trial scheduler means a justice assigned to schedule proceedings for the Court. (*responsable du rôle*)

Règles concernant la gestion des dossiers judiciaires de la Cour provinciale de la Colombie-Britannique en matière criminelle

RÈGLE 1

Objet, application et interprétation

But

(1) Les présentes règles ont pour but la gestion simple et efficace des procédures pénales de façon à ce que la cour puisse régler chaque affaire de façon équitable et dans un délai raisonnable.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

accusé Y est assimilé l'adolescent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. (*accused*)

audience de confirmation de l'instruction [Abrogée, TR/2013-120, art. 1]

audience de mise en accusation L'audience visée à la règle 8. (*arraignment hearing*)

comparution initiale La première comparution obligatoire d'une personne à la Cour pour répondre d'une accusation, y compris l'ajournement de cette comparution. (*initial appearance*)

Cour La Cour provinciale de la Colombie-Britannique. (*Court*)

juge Juge de la Cour. (*judge*)

procédure Un procès, une demande, une enquête préliminaire ou toute autre audience devant la Cour. (*proceeding*)

rapport de mise en accusation [Abrogée, TR/2013-120, art. 1]

rapport préalable à l'instruction [Abrogée, TR/2013-120, art. 1]

responsable du rôle Le juge chargé d'inscrire les procédures au rôle de la Cour. (*trial scheduler*)

Matters not Provided for in Rules

(3) If a matter is not provided for in these Rules, the practice is to be determined by reference to the purpose of these Rules and any practice directions issued under rule 3.

RULE 2

Effect of Non-compliance

Non-compliance

(1) A failure to comply with a rule is an irregularity and does not nullify a proceeding, a step taken or any record or order made in the proceeding.

Court May Grant Relief

(2) If there is a failure to comply with a rule, a judge may grant any relief the judge considers necessary to achieve the purpose of these Rules.

Judge May Dispense with Compliance

(3) If necessary in the interests of justice and in consideration of the purpose of these Rules, a judge may, by order and on any terms the judge considers just, dispense with or vary one or more of these Rules in a particular case.

RULE 3

Practice Directions of Chief Judge

Practice Directions

(1) The chief judge of the Court may issue practice directions consistent with these Rules and their purpose.

RULE 4

Notice and Filing

Notice by Fax

(1) If a rule requires notice to be given to the Court, prosecutor or accused's legal counsel, the requirement is satisfied if the notice is provided by fax to that recipient.

Cas non prévus

(3) En cas de silence des présentes règles à l'égard d'une question, celle-ci est résolue compte tenu du but des présentes règles et de toute directive donnée en vertu de la règle 3.

RÈGLE 2

Inobservation des règles

Effet de l'inobservation

(1) L'inobservation des présentes règles constitue une irrégularité mais n'entache pas de nullité la procédure ni une mesure prise, un document donné ou une ordonnance rendue dans le cadre de celle-ci.

Mesure de redressement

(2) En cas d'inobservation d'une règle, le juge peut accorder toute mesure de redressement qu'il estime nécessaire pour atteindre le but des présentes règles.

Dispense

(3) Lorsque l'intérêt de la justice l'exige et compte tenu du but des présentes règles, un juge peut, selon les modalités qu'il estime équitables, rendre une ordonnance de dispense de l'observation d'une ou plusieurs des présentes règles ou modifier celles-ci aux fins d'une cause.

RÈGLE 3

Directives du juge en chef

Directives relatives à la pratique

(1) Le juge en chef de la Cour peut donner des directives relatives à la pratique qui sont compatibles avec les présentes règles et leur but.

RÈGLE 4

Avis et dépôt

Avis par télécopieur

(1) Lorsqu'un avis doit être donné à la Cour, au poursuivant ou à l'avocat de l'accusé, il peut l'être par télécopieur.

Where to File Records

(2) Subject to subrule (3), if a rule requires a record to be filed with the Court, the record shall be filed with the Court registry where the prosecution was commenced.

Idem

(3) If, as a result of an application to change the venue of a trial, the matter has been transferred for hearing to another Court registry, any record required by a rule to be filed with the Court shall be filed with that Court registry.

RULE 5

Initial Appearance

Purpose of the Initial Appearance

(1) Subject to subrule (5), the purpose of the initial appearance is to set a timely date for the accused's arraignment hearing.

If Accused not Represented by Legal Counsel

(2) If an accused is not represented by legal counsel at the initial appearance, the justice shall

- (a)** determine whether or not the accused wishes to consult with or obtain legal counsel; and
- (b)** if so, adjourn the initial appearance for a period that is reasonable for that purpose.

Referral to Legal Counsel

(3) A justice may refer an accused who is not represented by legal counsel to duty counsel or other legal counsel of the accused's choice before setting a date for the arraignment hearing.

(4) [Repealed, SI/2013-120, s. 2]

Intention to Enter Guilty Plea

(5) If the accused indicates to the justice the intention to enter a guilty plea, the justice shall record the accused's intention to plead guilty and set the matter to be heard by a judge

- (a)** immediately; or
- (b)** on another date, if the justice is satisfied upon application by the prosecutor or the accused that the interests of justice may be served and an unnecessary trial date be avoided by adjourning to such later date.

Dépôt de documents

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les documents à déposer auprès de la Cour le sont au greffe de la Cour où la poursuite a été engagée.

Idem

(3) Si, suite à une demande de renvoi, le procès doit être tenu dans une autre circonscription territoriale, les documents à déposer auprès de la Cour le sont au greffe de la Cour de cette circonscription.

RÈGLE 5

Comparution initiale

Objet de la comparution initiale

(1) Sous réserve du paragraphe (5), la comparution initiale a pour objet de fixer une date opportune pour l'audience de mise en accusation.

Accusé non représenté par un avocat

(2) Si l'accusé n'est pas représenté par un avocat lors de sa comparution initiale, le juge de paix :

- a)** lui demande s'il souhaite retenir les services d'un avocat ou en consulter un;
- b)** dans l'affirmative, ajourne la comparution initiale le temps nécessaire à cette fin.

Affectation d'office

(3) Lorsque l'accusé n'est pas représenté par un avocat, le juge de paix peut lui en désigner un d'office ou lui permettre de retenir les services de l'avocat de son choix avant de fixer une date pour l'audience de mise en accusation.

(4) [Abrogée, TR/2013-120, art. 2]

Plaidoyer de culpabilité

(5) Si l'accusé indique au juge de paix qu'il a l'intention de plaider coupable, le juge de paix en prend note et :

- a)** soit fixe l'audience immédiatement devant un juge;
- b)** soit, à la demande du poursuivant ou de l'accusé, fixe cette audience à une date ultérieure s'il est convaincu que cela est dans l'intérêt de la justice et qu'il est ainsi possible d'éviter de fixer inutilement une date pour le procès.

Referral to Judge

(6) A justice may at any time refer a matter to a judge for directions and the judge may make any order or give any direction that the judge considers necessary to achieve the purpose of these Rules.

Expedited Arraignment

(7) If an accused is to be held in custody until trial or preliminary inquiry, as the case may be, or if a judge determines that an accused requires that a time for trial be expedited, a judge may

- (a)** order that the matter proceed directly to an arraignment hearing on a date determined by the judge after consultation with the trial scheduler; and
- (b)** make any order or give any direction that the judge considers necessary to achieve the purpose of these Rules.

RULE 6

Crown Disclosure

Early Disclosure

(1) At the initial appearance or as soon as practicable after it, the prosecutor shall provide the accused or his or her legal counsel with disclosure required by law.

If Disclosure Issues Arise

(2) If at any time an issue arises concerning disclosure under this rule, any party to the proceeding may apply to a judge for directions.

Further Disclosure

(3) Nothing in this rule limits the ability

- (a)** of the prosecutor to provide further or better disclosure as it becomes available or as it is required by law, but such disclosure shall be made in a timely manner; or
- (b)** of the accused or his or her legal counsel to apply to a judge for further or better disclosure, but such applications shall be made in a timely manner.

Renvoi à un juge

(6) Le juge de paix peut à tout moment s'adresser à un juge pour obtenir des directives et celui-ci peut rendre une ordonnance ou donner les directives qu'il estime nécessaires pour atteindre le but des présentes règles.

Mise en accusation accélérée

(7) Si l'accusé doit être gardé en détention jusqu'à la tenue de son enquête préliminaire ou de son procès ou si le juge décide qu'il y a lieu de fixer une date d'instruction plus rapprochée, celui-ci peut :

- a)** ordonner que l'on procède immédiatement par audience de mise en accusation à la date qu'il fixe après consultation du responsable du rôle;
- b)** rendre une ordonnance ou donner les directives qu'il estime nécessaires pour atteindre le but des présentes règles.

RÈGLE 6

Communication de la preuve par la couronne

Communication initiale

(1) Lors de la comparution initiale ou dès que possible par la suite, le poursuivant doit, conformément à la loi, communiquer à l'accusé ou à son avocat la preuve retenue contre lui.

Différend

(2) En cas de différend concernant la communication de la preuve aux termes du présent article, l'une ou l'autre partie peut demander des directives à un juge.

Communication supplémentaire

(3) La présente règle :

- a)** n'empêche pas le poursuivant de communiquer des éléments de preuve supplémentaires ou plus complets lorsque ceux-ci deviennent connus ou que leur communication est exigée par la loi, pourvu qu'il le fasse dans les meilleurs délais;
- b)** n'empêche pas l'accusé ou son avocat de demander à un juge que des éléments de preuve supplémentaires ou plus complets lui soient communiqués, pourvu que cette demande soit faite dans les meilleurs délais.

RULE 7

[Repealed, SI/2013-120, s. 3]

RULE 8**Arraignment Hearing****Who Shall Attend**

(1) Unless a justice orders otherwise, it is a requirement of the Court in both indictable and summary conviction proceedings that the following persons attend the arraignment hearing:

- (a)** the accused;
- (b)** the accused's legal counsel, if any, or other legal counsel designated by the accused's legal counsel for the purpose of that hearing; and
- (c)** the prosecutor.

Powers of Judge

(2) At an arraignment hearing, the judge may

- (a)** call on the accused to make an election or enter a plea to the charges;
- (b)** make inquiries to
 - (i)** assist in making an informed and accurate estimate about the length of a trial or preliminary inquiry into the matter, or
 - (ii)** facilitate the trial or preliminary inquiry, or simplify or dispose of issues;
- (c)** give directions to the trial scheduler about the time to be set for the trial or preliminary inquiry;
- (d)** if there is no trial scheduler for that Court registry, set the time for the trial or preliminary inquiry;
- (e)** make any order or give any direction that the judge considers necessary to achieve the purpose of these Rules, to facilitate the trial or preliminary inquiry or to simplify or dispose of issues;
- (f)** adjourn the arraignment hearing to enable compliance with any order made or direction given under paragraph (e);
- (g)** adjourn the arraignment hearing and refer the accused, if not represented by legal counsel, to consult with duty counsel or other legal counsel of the accused's choice; and
- (h)** hear one or more applications made in respect of the case, if it is convenient and practicable to the Court and all parties.

RÈGLE 7

[Abrogée, TR/2013-120, art. 3]

RÈGLE 8**Audience de mise en accusation****Présence obligatoire à l'audience**

(1) Sauf si un juge de paix en ordonne autrement, les personnes suivantes doivent être présentes à l'audience de mise en accusation, tant pour les infractions punissables par procédure sommaire que pour les actes criminels :

- a)** l'accusé;
- b)** l'avocat de l'accusé, le cas échéant, ou tout autre avocat désigné par l'avocat de l'accusé aux fins de l'audience;
- c)** le poursuivant.

Pouvoirs du juge

(2) Lors de l'audience de mise en accusation, le juge peut :

- a)** demander à l'accusé de faire un choix ou d'inscrire un plaidoyer;
- b)** poser les questions voulues pour :
 - (i)** aider à évaluer de la façon la plus précise et informée possible le temps requis pour l'enquête préliminaire ou le procès,
 - (ii)** faciliter l'enquête préliminaire ou le procès, ou simplifier ou régler certaines questions;
- c)** donner au responsable du rôle des directives sur la date à fixer pour l'enquête préliminaire ou le procès;
- d)** en l'absence de responsable du rôle, fixer lui-même la date de l'enquête préliminaire ou du procès;
- e)** rendre une ordonnance ou donner les directives qu'il estime nécessaires pour atteindre le but des présentes règles, faciliter l'enquête préliminaire ou le procès ou simplifier ou régler certaines questions;
- f)** ajourner l'audience pour permettre aux intéressés de se conformer à l'ordonnance rendue ou aux directives données aux termes de l'alinéa e);
- g)** ajourner l'audience et permettre à l'accusé non représenté par un avocat de consulter l'avocat désigné d'office ou tout autre avocat de son choix;
- h)** entendre toute demande relative à l'affaire, si cela convient à la Cour et à toutes les parties.

Idem

(3) Nothing in this rule abrogates solicitor-client privilege and the right of the accused to remain silent.

Guilty Pleas

(4) If the accused enters a guilty plea at the arraignment hearing, the presiding judge may

- (a)** conduct a sentence hearing at that time; or
- (b)** adjourn sentencing to a time that provides a just and timely disposition of the matter.

Idem

(5) An accused who wishes to enter a guilty plea before the date set for the arraignment hearing may appear before a judge to do so on making the necessary arrangements with the trial scheduler in consultation with the prosecutor.

Setting Time for Trial or Preliminary Inquiry

(6) If the judge presiding at the arraignment hearing refers the matter to a trial scheduler for scheduling, the trial scheduler shall

- (a)** set a time for the trial or preliminary inquiry, as the case may be, or for the hearing of any applications in respect of the case, in accordance with
 - (i)** the time estimate determined by the judge, and
 - (ii)** any direction given by the judge.
- (b)** [Repealed, SI/2013-120, s. 4]

Idem

(7) The trial scheduler may, before setting a time under sub-rule (6), refer any scheduling difficulties that arise to the judge who presided at the arraignment hearing, providing the judge with information about those difficulties.

Idem

(3) La présente règle ne porte pas atteinte au secret professionnel de l'avocat ni au droit qu'a l'accusé de garder le silence.

Plaidoyer de culpabilité

(4) Si l'accusé plaide coupable à l'audience de mise en accusation, le juge peut :

- a)** procéder dès lors à une audience de détermination de la peine;
- b)** ajourner le prononcé de la sentence à une date permettant de régler l'affaire de manière équitable et dans un délai raisonnable.

Idem

(5) L'accusé qui souhaite inscrire un plaidoyer de culpabilité avant la date fixée pour l'audience de mise en accusation peut comparaître devant un juge à cette fin à la date convenue avec le responsable du rôle après consultation avec le poursuivant.

Détermination des dates de l'enquête préliminaire ou du procès

(6) Si le juge qui préside l'audience de mise en accusation renvoie la cause au responsable du rôle pour qu'il l'inscrive au rôle de la Cour, ce dernier :

- a)** fixe une date pour l'enquête préliminaire ou le procès, selon le cas, ou pour l'audition de toute autre demande relative à l'affaire, conformément :
 - (i)** à l'échéancier déterminé par le juge,
 - (ii)** à toute directive donnée par le juge;
- b)** [Abrogée, TR/2013-120, art. 4]

Idem

(7) Avant de fixer une date aux termes du paragraphe (6), le responsable du rôle peut communiquer au juge qui a présidé l'audience de mise en accusation toute difficulté qu'il a à fixer une date et lui fournir les détails à cet égard.

RULES 9 AND 10

[Repealed, SI/2013-120, s. 5]

RULE 11**Adjournment of Trial or Preliminary Inquiry****Application of the Rule**

(1) This rule applies to an application for an order to adjourn a trial or preliminary inquiry, after a time for an order has been set for the proceeding but before it commences.

When Application to be Made

(2) An application for an order to adjourn a proceeding referred to in subrule (1) shall be made to a judge at the earliest opportunity after the applicant or the applicant's legal counsel becomes aware that an adjournment is necessary.

Notice of Application

(3) At least two days before the application for an order to adjourn is to be heard, notice of the application for an order to adjourn in Form 5 shall be filed with the Court and a copy of the notice given to each party, unless a judge dispenses with notice.

RULE 12**Notice by Counsel****Prompt Notice to the Court**

(1) Legal counsel shall promptly notify the Court of the following:

- (a)** change of legal counsel for the accused;
- (b)** withdrawal as legal counsel for the accused; and
- (c)** if a time estimate provided to the Court, in relation to a proceeding, is inaccurate.

Counsel Assuming Conduct after Arraignment Hearing

(2) Legal counsel for the accused assuming conduct after the arraignment hearing shall promptly

- (a)** file with the Court written notice of that fact and give a copy of the notice to each party; and

RÈGLES 9 ET 10

[Abrogées, TR/2013-120, art. 5]

RÈGLE 11**Ajournement de l'enquête préliminaire ou du procès****Application**

(1) La présente règle s'applique aux demandes d'ajournement d'une enquête préliminaire ou d'un procès après qu'une date a été fixée pour sa tenue mais avant son commencement.

Quand faire la demande

(2) La demande d'ajournement mentionnée au paragraphe (1) doit être présentée au juge le plus tôt possible après que le demandeur ou son avocat constate qu'un ajournement est nécessaire.

Avis

(3) Au moins 2 jours avant que la demande ne soit entendue, le demandeur dépose auprès de la Cour un avis de la demande rédigé selon la formule 5 et en remet une copie à chaque partie, sauf si le juge en décide autrement.

RÈGLE 12**Avis de l'avocat de la défense****Avis de la Cour — Diligence**

(1) L'avocat de l'accusé doit aviser la Cour sans délai des faits suivants :

- a)** l'accusé change d'avocat;
- b)** l'avocat se retire du dossier;
- c)** l'évaluation d'un délai fourni à la Cour relativement à une procédure est inexact.

Avocat qui accepte d'occuper après l'audience de mise en accusation

(2) L'avocat qui, après l'audience de mise en accusation, accepte de représenter l'accusé dans la cause doit dans les meilleurs délais :

- a)** déposer auprès de la Cour un avis écrit à cet effet et en remettre une copie à chaque partie;

(b) review the last time estimate provided to the Court in relation to the accused's trial or preliminary inquiry, as the case may be.

b) réviser la dernière évaluation des délais remise à la Cour relativement à l'enquête préliminaire ou au procès, selon le cas.

RULE 13

Continuations

Order for Continuation within 30 Days

(1) If necessary in the interests of justice and in consideration of the purpose of these Rules, the judge presiding at a proceeding that does not conclude within the time scheduled may order, on any terms the judge considers just, and having first consulted with the trial scheduler, that the proceeding continue within a 30-day period or less.

RÈGLE 13

Continuation

Ordonnance de continuation dans les 30 jours

(1) Si l'intérêt de la justice l'exige et compte tenu du but des présentes règles, le juge présidant une instance qui n'est pas terminée dans les délais prévus peut ordonner, selon les modalités qu'il estime équitables et après avoir consulté le responsable du rôle, que celle-ci soit continuée dans un délai maximum de 30 jours.

FORMS 1 TO 4

[Repealed, SI/2013-120, s. 6]

FORMULES 1 À 4

[Abrogées, TR/2013-120, art. 6]

